

LA SEULE ISSUE FAVORABLE DANS LA CRISE POLITIQUE : NOUS MOBILISER POUR IMPOSER NOS REVENDICATIONS !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licenciés et les

travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi - une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

Éditorial du lundi 9 décembre 2024

Ce tract t'a plu ? Laisse-le traîner là où il sera lu...

Une grève réussie le 5/12, à remettre en janvier ?

Le jeudi 5 décembre dernier, la grève a été fortement suivie dans la fonction publique, surtout dans l'éducation nationale, il faut le dire. Et si la censure du gouvernement annule le projet de loi de finance pour le moment, il est fort probable que les mêmes attaques reviennent en janvier avec le nouveau gouvernement, quand bien même il serait teinté de gauche, si on peut encore appeler le PS la gauche.... Alors préparons-nous dès maintenant à devoir nous remobiliser contre les jours de carence, le gel du point d'indice, l'abandon de la prime de pouvoir d'achat, et la baisse du budget de la santé ! Et qui sait, un mouvement fort pourrait même revendiquer et gagner des augmentations de salaire, et plus de moyens pour exercer dignement nos métiers.

Contractuel·les et contraction des budgets

Dans l'éducation nationale, à l'académie d'Aix Marseille, les contractuel·les dont les contrats se terminent en ce moment ne sont pas renouvelé·es. Les profs concerné·es sont invité·es à ne plus venir au boulot, le renouvellement sera en janvier, faute de budget pour les payer. Et tant pis que ça fasse un mois sans salaire pour les profs, et un mois sans classe pour les élèves. De quoi bien énerver nos camarades de l'enseignement qui pour beaucoup appellent à des AG pour imposer le maintien de l'emploi ! Ça pourrait nous donner des idées, si d'aventure notre direction décidait aussi de sauver son budget sur le dos des plus précaires...

Le #MeToo Hôpital continue

La parole des femmes médecins s'est libérée depuis quelques années et il y avait en effet urgence ! Une enquête récente de l'Ordre des médecins dresse un tableau glaçant de l'ampleur des violences sexistes et sexuelles (VSS) dans le milieu médical : 49% des femmes médecins déclarent avoir été victimes de VSS par un autre médecin (contre 3% des hommes), et 44% de ces femmes l'ont été pendant leurs études ! Une médecin sur deux aurait donc été victime d'un médecin, un collègue donc... il y a du pain sur la planche, et il y a urgence, car pour lutter contre les attaques de l'État sur nos conditions de travail il vaut mieux montrer un front unique !

En grève dans les Hautes-Pyrénées !

Le personnel de l'hôpital de Lannemezan dans les Hautes-Pyrénées entame sa 5e semaine de grève. Avec 50% de grévistes tous services confondus, ils et elles n'entendent reculer sur aucun sujet : recrutement médical et paramédical, moyens supplémentaires pour assurer leurs missions et préserver leur sécurité, notamment en psychiatrie où les agressions se sont multipliées. Depuis le début de la mobilisation, ils et elles ont obtenu 4 postes d'infirmier·ères. La lutte paie !

Mort de Lucas aux urgences d'Hyères

On avait déjà reparlé dans un bulletin précédent de la mort de Lucas, 25 ans, décédé d'un choc septique aux urgences d'Hyères le 30 septembre 2023. L'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) a rendu public son rapport d'enquête ce vendredi 6 décembre. Ce rapport rend officiel ce que l'on sait toutes et tous très bien : avec des moyens insuffisants, les urgences débordées dysfonctionnent, ce qui conduit à des fautes médicales. Au niveau institutionnel, il est très probable que seulement des mesures relevant de l'organisation des services, ou des procédures d'accueil, soient proposées. Il n'y aura que notre mobilisation, pourquoi pas avec le soutien de la population, qui permettra que des vraies solutions soient apportées : plus de moyens, plus de postes !

Syrie : la diplomatie de la xénophobie

À peine le régime syrien de Bachar al-Assad effondré, certains pays européens annoncent déjà des mesures contre les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie. En moins de 24 heures, le Danemark, la Norvège, la Suède ou l'Allemagne ont décidé de geler les demandes d'asile des Syriens, la France dit y réfléchir, et les autorités autrichiennes envisagent de les expulser.

Après 10 ans d'opérations « anti-terroristes » contre Daesh, voilà qu'ils trouvent normal de renvoyer des migrants sous la coupe des islamistes de HTS, les héritiers d'Al-Qaïda qui ont pris le pouvoir en Syrie. Pour ces grandes « démocraties » occidentales, les djihadistes sont fréquentables tant qu'ils permettent de contrôler les flux migratoires.

Ton service dysfonctionne, la pénurie de moyen a des conséquences concrètes sur tes conditions de travail ou les patient·es : ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : [✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org](mailto:npacaen@npa-revolutionnaires.org)

[📷 npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)